



**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE (DAIP) - DEPARTEMENT
AUDIOVISUEL**

**LOCATION DE MATÉRIELS ET PRESTATIONS AUDIOVISUELLES POUR LES
MANIFESTATIONS ÉVÉNEMENTIELLES**

Accord-cadre 25F067

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1 Objet de l’accord-cadre	5
1.2 Allotissement	5
1.3 Procédure et forme de l’accord-cadre	5
1.4 Durée de l’accord-cadre	5
1.5 Montant de l’accord-cadre	5
1.6 Lieu d’exécution de l’accord-cadre :	5
1.7 Dérogation au principe de non-exclusivité	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE	6
2.1 Pièces particulières	6
2.2 – Pièces générales	6
2.2.1 – Pièces générales propres à l’Assemblée nationale	6
2.2.2 – Autres pièces générales	6
2.3 – Pièces du titulaire	6
ARTICLE 3 – RELATIONS ENTRE L’ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE	6
3.1 – Acheteur	6
3.2 Représentant du titulaire	7
3.3 – Responsabilité du titulaire	7
3.4 – Formes des notifications entre les parties	7
ARTICLE 4 – PRIX DE L’ACCORD-CADRE	8
4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués	8
4.2 – Contenu des prix	8
4.2.1	8
Transport de matériels	8
4.2.2 Forfait de mise à disposition du personnel	8
4.3	9
Variation dans les prix	9
4.4 – Prestations similaires	10
4.5 Prestations fournies gratuitement au titulaire	10
4.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée	10
ARTICLE 5 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT	10
5.1 Modalités de facturation	10
5.2 Mode de règlement	10
5.3 Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	11
5.4 Répartition des paiements en cas de groupements ou de sous-traitance	11
5.5 Présentation des demandes de paiement	11

ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE.....	11
6.1 – Désignation de sous-traitants en cours d’exécution de l’accord-cadre.....	11
6.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants	12
6.3 Non déclaration d’un sous-traitant	12
ARTICLE 7 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	13
7.1 – Retenue de garantie et cautionnement.....	13
7.2 – Avance (le cas échéant).....	13
ARTICLE 8 – ÉTABLISSEMENT DES DEVIS ET DES BONS DE COMMANDE.....	13
1.9 8.1 Modalités d’émission des bons de commande	13
8.2 Durée des bons de commande	14
8.3 Contenu des bons de commande	14
8.4 Modifications des prestations ou annulation d’un bon de commande	14
8.5 Modification ou annulation d’un bon de commande	14
8.6 Emission des devis	14
8.7 Délais d’exécution.....	15
8.8 Organisation du titulaire pour le suivi des commandes et des livraisons.....	15
8.9 Logistique.....	15
8.10 Engagements environnementaux.....	16
8.11 Gestion des déchets	16
8.12 Engagements sociaux	17
ARTICLE 9 – EXÉCUTION, CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	17
9.1–	17
Qualité des fournitures	17
9. 2 – Obligation du titulaire	17
9.3 – Vérification des prestations.....	17
9.4 – Admission.....	18
9.5 – Garantie des prestations	18
ARTICLE 10 – PÉNALITÉS.....	18
ARTICLE 11 – CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	20
ARTICLE 12 – ÉVALUATION DU TITULAIRE	20
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ.....	21
ARTICLE 14 – RESPONSABILITÉS – ASSURANCES.....	21
14.1 – Responsabilités.....	21
14.2 – Assurances.....	21
ARTICLE 15 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ	22
ARTICLE 16 – RÉSILIATION – LITIGES - LANGUES	22
16.1 Résiliation.....	22
16.2 Litiges et langues.....	23

ARTICLE 17 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	23
ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	23

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la location de matériel, l'installation et l'exploitation en qualité institutionnelle de haut niveau d'un ensemble d'équipements destinés à la captation audiovisuelle et à la diffusion sur écran de médias depuis des supports de différentes technologies, dans le cadre d'événements de type colloques, séminaires, conférences, spectacles musicaux ou diffusion d'un programme télédiffusé.

Les prestations relatives au présent accord-cadre notamment les modalités de préparation, d'organisation et de déroulement des prestations, sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

1.3 Procédure et forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique (CCP).

Cet accord-cadre revêt la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique (CCP).

L'acheteur émet les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

1.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de quatre (4) ans à compter du 5 février 2026 ou à compter de sa notification si elle est postérieure à cette date.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

Durée maximum d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, ils ne pourront plus être notifiés. Toutefois, ceux déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de 3 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

1.5 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 200 000 € TTC sur 4 ans en application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique (CCP).

1.6 Lieu d'exécution de l'accord-cadre :

Les installations concernées par le présent accord-cadre, situées en différents lieux de l'Assemblée nationale (Palais-Bourbon et ses annexes) à Paris, dans le 7ème arrondissement, sont décrites à l'article 1.1 du CCTP.

Le lieu d'exécution des prestations est précisé sur chaque bon de commande émis par la direction des Affaires immobilières et du patrimoine (DAIP).

1.7 Dérogation au principe de non-exclusivité

L'Assemblée nationale pourra recourir à un tiers en cas d'incapacité du titulaire de l'accord-cadre de fournir les fournitures ou prestations demandées (exemple : en cas d'indisponibilité d'un matériel audiovisuel). Ces achats « hors accord-cadre » seront précédés de mesures de publicité et de mise en concurrence applicables dans le respect des règles relatives à l'estimation de la valeur des besoins, sauf si l'Assemblée nationale entre dans l'une des hypothèses permettant de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, prévues par les articles R. 2122-1 à R. 2122-9 ainsi que R. 2122-10 et R. 2122-11 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'AE (acte d'engagement) de l'accord-cadre établi conformément au modèle joint, dûment complété et signé électroniquement ainsi que ses annexes dont l'annexe financière (bordereau des prix unitaires associé au détail quantitatif estimatif) ;
- Le présent CCAP (cahier des clauses administratives particulières) et son annexe, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- Les ordres de service valant bons de commande émis par le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine.

2.2 – Pièces générales

2.2.1 – Pièces générales propres à l'Assemblée nationale

- Le cahier des clauses générales applicables aux marchés de l'Assemblée nationale (CCG-AN) ;
- Le cahier des clauses techniques générales – Précâblage VDI – courants faibles ;
- La charte graphique de l'Assemblée nationale.

2.2.2 – Autres pièces générales

- Le CCAG-FCS (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version connue à la date de publication du présent marché ; ce document n'est pas joint au présent marché mais est réputé être connu par le titulaire.

1.8 2.3 – Pièces du titulaire

- le mémoire présenté sous la forme d'un cadre de réponse technique (CRT).

Ces documents, dont les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi, sont hiérarchisés : en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre où elles sont ci-dessus mentionnées.

ARTICLE 3 – RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1 – Acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier de l'accord-cadre est le Directeur des Affaires immobilières et du patrimoine (DAIP) ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution de l'accord-cadre est assuré par le département Audiovisuel de la DAIP ou son représentant.

3.2 Représentant du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Les coordonnées de cet interlocuteur devront être communiquées au département Audiovisuel dans les cinq jours qui suivent la notification de l'accord-cadre. Le changement éventuel d'interlocuteur à l'initiative du titulaire devra être notifié au département Audiovisuel.

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire communique à l'Assemblée nationale les coordonnées d'une astreinte ou permanence téléphonique **effectivement joignable** entre 7h et 21h du lundi au samedi. Le dimanche, un représentant du titulaire doit également être joignable si une prestation est prévue le jour-même ou en cours.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de 7 jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

3.3 – Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

3.4 – Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord-cadre est traité à prix unitaires tels qu'ils figurent dans le bordereau de prix unitaire (BPU) de l'accord-cadre.

Les prix sont unitaires définitifs.

Ils sont indiqués dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prestations sont rémunérées par application aux **quantités commandées et réellement livrées** des prix unitaires HT fournis par le titulaire à l'appui de son offre, majorés des taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

La valorisation de chacune des prestations a lieu conformément aux dispositions de l'article 2.4 du CCTP.

4.2 – Contenu des prix

Le bordereau des prix unitaires comprend les chapitres suivants : « personnels » (I) et « matériels » (II).

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, tous les prix sont réputés comprendre, outre l'ensemble des frais afférents à l'exécution des prestations, la marge du titulaire et tous les frais afférents au transport des personnes et au conditionnement, à l'emballage et au transport des matériels jusqu'au lieu de livraison ou d'exécution des prestations.

Les prix sont établis en tenant compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu des prestations. À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Les prix unitaires sont réputés conclus en « coût complet » : ils comprennent l'ensemble des frais afférents à l'exécution des prestations définies au CCTP et dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

En application de l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix est arrêtée à la date limite de remise des offres.

4.2.1 *Transport de matériels*

Les dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS ne s'appliquent pas aux livraisons spéciales prévues au BPU.

4.2.2 *Forfait de mise à disposition du personnel*

Les forfaits figurant au bordereau des prix unitaires (chapitre « personnel ») s'entendent, selon la nature des intervenants, conformément à l'article 2.4.2 du CCTP, pour :

- une vacation de quatre (4) heures effectuée dans le créneau horaire 6h00-24h00 « Roadies »,
- une journée de huit heures (hors coupure repas) effectuée dans le créneau horaire 6h00-24h00 (autres intervenants).

Ils incluent notamment :

- les frais de déplacement des personnels aller et retour vers et depuis le site de l'événement,
- les frais de restauration des personnels,
- les indemnités diverses éventuelles que le titulaire devra verser au personnel pour quelque raison que ce soit.

Le bordereau des prix unitaires prévoit également que ces prix peuvent être soumis à majoration en cas de travail en dehors du créneau horaire 6h00-24h00 hors dimanche et jours fériés. Un forfait spécifique est prévu pour les dimanches et jours fériés afin de tenir compte d'une éventuelle majoration.

4.3 Variation dans les prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG – FCS, les prix renseignés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) sont révisés à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre appelé "mois zéro" M_0 .

Les indices de référence¹ choisis en raison de leur structure pour la révision des prix sont les suivants :

ICHT-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) – base 100 en décembre 2008, publié par l'INSEE (identifiant : 001565183) et disponible sur le Moniteur.

MIG EBIQ : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - Prix de marché – Base 2015 – publié par l'INSEE (identifiant : 01053484).

La révision se fait par l'application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient (C) de révision donné par la formule suivante :

$$P' = P \times (0,15 + 0,85) \times \left[\left(0,8 \times \frac{ICHT - IME'}{ICHT - IME_0} \right) + \left(0,2 \times \frac{MIG EBIQ'}{MIG EBIQ_0} \right) \right]$$

Où :

P_0 représente le prix initial de l'accord-cadre (« mois zéro »)

P' représente le prix révisé à la date anniversaire de l'accord-cadre

$ICHT-IME_0$ représente la valeur du dernier indice définitif publié du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques au « mois zéro »

$ICHT-IME'$ représente la valeur du dernier indice définitif publié du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques à la date anniversaire de l'accord-cadre

$MIG EBIQ_0$ représente la valeur du dernier indice définitif publié des prix de production de l'industrie française pour le marché français - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements – Prix des marchés au « mois zéro »

$MIG EBIQ'$ représente la valeur du dernier indice définitif publié des prix de production de l'industrie française pour le marché français - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements à la date anniversaire de l'accord-cadre

Arrondis : lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales et arrondis au millième supérieur

¹ Indices publiés dans le BOCCRF (Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes), dans le Bulletin Mensuel de Statistiques (INSEE) et dans le Moniteur des Travaux Publics.

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement sera utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice sera proposé au titulaire ; celui-ci aura la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu sera réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci pourra proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale reviendra alors à l'acheteur, qui communiquera l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

Afin de suivre la bonne révision des prix pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire remettra, la semaine suivant la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre, un document reprenant la totalité des prix du BPU, coefficient de révision appliqué.

Après accord de l'Assemblée nationale, les prix ainsi révisés s'appliqueront sur la nouvelle année d'exécution.

4.4 – Prestations similaires

L'Assemblée nationale se réserve le droit de recourir à un marché de service sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

4.5 Prestations fournies gratuitement au titulaire

Outre les facilités dont bénéficie le titulaire pour l'exécution des prestations et son installation dans les conditions prévues dans le CCTP et le CCG-AN, l'Assemblée nationale fournira à titre gratuit les prestations suivantes : eau et électricité, aux points de branchement indiqués.

4.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

5.1 Modalités de facturation

Les prestations exécutées sont payées mensuellement à terme échu, conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures récapitulatives en fin de mois. Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la référence de l'accord-cadre (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- La date et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale ;
- Le prix unitaire HT de chaque prestation ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- Le montant total TTC des prestations ;
- Le nom du service destinataire de la prestation ;
- La date et l'adresse de facturation.

5.2 Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage, conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

5.3 Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

Le comptable public assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

5.4 Répartition des paiements en cas de groupements ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

5.5 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution de l'accord-cadre.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale pourra appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, l'accord-cadre pourra être résilié.

ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE

6.1 – Désignation de sous-traitants en cours d'exécution de l'accord-cadre

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4 (dans la dernière version en vigueur) relatif à la présentation d'un sous-traitant précisant :

- ☐ la désignation précise des prestations sous-traitées,
- ☐ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- ☐ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- ☐ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- ☐ le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;

3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;

4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;

5. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ;

6. Attestations de régularité sociale et fiscale ;

7. Attestation d'assurance ;

8. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :

daip.marches@assemblee-nationale.fr

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Tout dossier incomplet ne sera pas traité. Le délai des 21 jours, sera suspendu jusqu'à ce que le dossier complet soit transmis et validé par le service concerné.

6.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents seront adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

6.3 Non déclaration d'un sous-traitant

Conformément aux dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS, la déclaration d'un sous-traitant et son agrément par l'Assemblée nationale doivent impérativement avoir lieu préalablement toute intervention sur le chantier.

En cas de non déclaration dûment constatée, le titulaire de l'accord-cadre se verra infliger la pénalité prévue à l'article 10 du présent CCAP.

ARTICLE 7 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

7.1 – Retenue de garantie et cautionnement

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement.

7.2 – Avance (le cas échéant)

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12, R. 2191-15 et R. 2191-16 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché et lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de l'accord-cadre.

Une avance peut également être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, dans les mêmes conditions.

ARTICLE 8 – ÉTABLISSEMENT DES DEVIS ET DES BONS DE COMMANDE

8.1 Modalités d'émission des bons de commande

Les bons de commande passés sur le fondement du présent accord-cadre sont conclus en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Ils seront émis au fur et à mesure de la survenance des besoins et seront remis par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les bons de commande sont établis par la direction des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale selon ses besoins, sans limite de montant minimum et avec un maximum de 200 000 € TTC sur la durée totale de l'accord-cadre. Ils prennent la forme d'un « ordre de service ».

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou son représentant.

Les parties pourront convenir que la transmission par courrier électronique constitue un moyen de donner date certaine.

Le titulaire établira, à la demande des représentants de l'Assemblée nationale, des devis sur la base du bordereau des prix unitaires. Les demandes d'intervention sont effectuées par courriel.

Les commandes sont passées après transmission, par le titulaire, de la valorisation de la prestation au responsable du département Audiovisuel conformément à l'article 2.4 du CCTP.

Si l'offre du titulaire est acceptée, l'Assemblée nationale notifie au titulaire son acceptation en lui adressant un ordre de service valant bon de commande, dûment signé, par courrier électronique.

Le titulaire accuse bonne réception de la notification du bon de commande par retour de courriel aux représentants du Département audiovisuel.

En cas de désaccord sur la définition des prestations, l'Assemblée nationale peut demander au titulaire d'établir une nouvelle offre qui doit être remise dans un délai maximum d'un jour ouvré. Si l'offre modifiée est acceptée par l'Assemblée nationale, le bon de commande est notifié au titulaire selon les modalités précitées.

8.2 Durée des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils sont exécutoires même après la fin des délais contractuels du marché dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulée aux bons de commande ne dépasse pas un délai de deux mois (60 jours calendaires).

8.3 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence de l'accord-cadre (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des fournitures ou prestations commandées ;
- la désignation du lieu de livraison/d'exécution le cas échéant ;
- la quantité commandée, majorée, le cas échéant, du coefficient en cas de prestations de nuit et jours fériés (cf. BPU) ;
- le cas échéant les dates de début et de fin, ainsi que la durée d'exécution des prestations/la date de livraison;
- les prix unitaires H.T de chaque fourniture / prestation ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- tout autre renseignement utile.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la DAIP dans un délai de 24 heures ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande.

8.4 Modifications des prestations ou annulation d'un bon de commande

Les modalités relatives aux modifications du contenu et/ou de la durée d'une prestation sont décrites à l'article 2.6 du CCTP.

8.5 Modification ou annulation d'un bon de commande

L'Assemblée nationale se réserve le droit de suspendre ou d'annuler tout ou partie d'un bon de commande qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution, sans faute du titulaire, dans un délai égal ou supérieur à 24 heures précédant la date d'exécution de la prestation, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnisation financière.

En cas d'annulation ou de suspension de tout ou partie d'un bon de commande, sans faute du titulaire, dans un délai inférieur à 24 heures précédant le début de la prestation, la commande sera intégralement réglée au titulaire sur la base du montant de la commande initialement établi.

8.6 Emission des devis

Pour les demandes hors BPU, l'acheteur transmet ses demandes de devis par messagerie électronique au titulaire, qui doit y répondre dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de transmission.

La durée de validité du devis est de trente (30) jours à compter de sa date d'envoi.

Les devis du titulaire comportent :

- les nom et adresse du titulaire ;
- un identifiant et une date ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro de l'accord-cadre) ;
- la référence du devis ;
- le service émetteur de la demande de prestation ;
- la désignation de la prestation (par référence à l'annexe financière de l'acte d'engagement) ;
- le prix unitaire hors taxe des prestations, avant et après remise ;
- les quantités associées et le prix total par ligne ;
- le montant total hors taxes des prestations ;
- le taux et le montant des taxes appliquées au montant des fournitures ;
- le montant toutes taxes comprises des prestations, la date ainsi que le lieu d'exécution ;
- la signature de la personne habilitée à engager la société.

8.7 Délais d'exécution

Les délais d'intervention et d'exécution sont précisés dans les bons de commande concernés et doivent être exécutés dans les conditions prévues à l'article 1.2 du CCTP.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception du bon de commande, transmis par l'Assemblée nationale pour faire valoir toute réclamation sur son impossibilité à respecter les délais indiqués. En l'absence de réclamation dans le délai imparti, les conditions d'exécution précisées dans le bon de commande sont réputées acceptées par le titulaire.

8.8 Organisation du titulaire pour le suivi des commandes et des livraisons

Le titulaire doit impérativement prévoir le personnel nécessaire pour assurer la livraison et dans les délais spécifiés sur les bons de commande. Les moyens mis en place devront être en rapport avec l'importance de chaque demande.

8.9 Logistique

Le titulaire est responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage des mobiliers.

Conformément à l'article 20.2.1 CCAG-FCS, la qualité des emballages doit être adaptée aux conditions et modalités de transport prévues dans le présent document. Elle est de la responsabilité du titulaire. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Les livraisons sont accompagnées de bons de livraison à l'en-tête du titulaire mentionnant :

- l'intitulé du marché et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale ;
- la date d'expédition ;

- le lieu de livraison ;
- l'identité du destinataire ;
- la désignation du produit ;
- les quantités livrées et la quantité restant à livrer, le cas échéant ;
- les dénominations, mentions et indications propres à en permettre le contrôle.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le titulaire est responsable de la fourniture jusqu'à réception et signature du bon de livraison. Il est également pleinement responsable de tous dommages matériels ou corporels susceptibles d'être provoqués par les opérations de livraison. Toute non-conformité observée à la réception pourra entraîner un refus de livraison.

8.10 Engagements environnementaux

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les véhicules utilisés par le titulaire relevant des normes Euro respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 5.

Les véhicules légers (PTAC \leq 3,5 t) utilisés auront un seuil d'émissions de CO₂ de 110g/km.

Il est également souhaité que le parc servant à l'exécution des prestations comprenne de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermique) conformes aux normes en vigueur.

De la sorte, les prestations seront exécutées autant que faire se peut à l'aide de véhicules :

- dont la consommation de carburant est réduite ;
- les moins polluants en matière de rejets atmosphériques et en niveau sonore ;
- entretenus et suivis de manière à maintenir leur performance en termes de consommation et de limitation des nuisances (bruit et rejets) ;
- respectant le standard EURO 6 en matière d'émission de polluants.

Si le titulaire ne détient pas la certification « Label Objectif CO₂ », il respecte autant que faire se peut les éléments de cette certification dans le cadre de sa politique environnementale.

Il est rappelé que l'article L1431-3 du code des transports oblige à apporter une information à tout bénéficiaire d'une prestation de transport sur la quantité de GES émise par le ou les modes de transport utilisés.

8.11 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir soient effectuées conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire dans un délai de quatre semaines, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation (bordereaux de suivi des déchets dangereux), qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets dans le délai susmentionné, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par l'article pénalités du présent CCAP.

8.12 Engagements sociaux

Il est souhaité que le titulaire mette en place, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et en lien avec l'exécution des prestations, une démarche d'amélioration sociale, reposant par exemple sur l'embauche de personnes éloignées de l'emploi, ou sur la mise en place d'un plan de suivi de la prévention des risques et de la qualité de vie au travail de son personnel, en particulier en application de l'article L. 4121-1 du code du travail.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION, CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

9.1– Qualité des fournitures

Les fournitures doivent être conformes :

- aux prescriptions des normes homologuées, les normes applicables étant celles en vigueur le premier jour du mois précédant la date de notification ;
- aux spécifications contractuelles ;
- aux fiches techniques et échantillons fournis par le titulaire ;
- aux bons de commande.

9.2 – Obligation du titulaire

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre et sous réserve de causes imputables à l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'engage à satisfaire aux exigences de qualité, de présentation et de conditionnement décrites dans les documents contractuels. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner le rejet des fournitures et peut avoir pour conséquence la résiliation de l'accord-cadre.

Tout manquement du titulaire aux engagements souscrits (notamment un retard de livraison ou une livraison non-conforme) lui sera signalé par courrier avec avis de réception et pourra faire l'objet des pénalités et sanctions.

En cas d'indisponibilité d'un produit, le titulaire s'engage, avec l'accord de l'administration, à fournir un article équivalent ou de qualité supérieure au prix du produit initial dans un délai de cinq jours (5) jours.

Le titulaire a la charge de toutes les formalités relatives aux livraisons. Le titulaire déclare disposer pour ses véhicules et les moyens logistiques de l'ensemble des agréments et certifications nécessaires.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir soient effectuées conformément à la réglementation en vigueur.

9.3 – Vérification des prestations

Les prestations font l'objet d'une vérification, dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par les représentants du département Audiovisuel.

Le titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

Les opérations de vérification ont lieu à l'occasion lors de livraison des prestations. Elles se déroulent selon les dispositions prévues par les articles 27 et 30 du CCAG-FCS, sous réserve des principes énoncés ci-dessus.

9.4 – Admission

À la suite des opérations de vérification, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises par le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou son représentant selon les dispositions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS.

9.5 – Garantie des prestations

Le titulaire garantit les produits contre tout vice de conception, de matière ou réalisation. Il fournit un matériel garanti aux normes françaises et européennes (ou équivalent) et conformes aux normes d'utilisation suivant les prescriptions du catalogue « fabricant ».

En cas de défectuosité, outre l'échange de matériels, le titulaire effectue ou fait effectuer à ses frais les opérations de démontage, manutention, stockage, transport et remontage.

ARTICLE 10 – PÉNALITÉS

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution sauf si elle résulte d'un cas de force majeure ou encore si elle résulte du fait de l'Assemblée nationale.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale pourra appliquer de plein droit, sans mise en demeure préalable et sur simple constat, les pénalités suivantes :

10.1 Pénalités en cas de retard

Intitulé de la pénalité	Montant	Unité
Retard dans l'établissement des devis	200 €	Par jour ouvrables de retard
Retard dans le délai d'intervention (6 heures à compter de la prise de contact téléphonique) - article 1.2 du CCTP	100 €	Par heure de retard durant le créneau horaire allant de 7h00 à 21h00
Retard dans le délai de remplacement d'un matériel défaillant (article 2.3 du CCTP)	100 €	Par heure de retard durant le créneau horaire allant de 7h00 à 21h00
Défaillance, retard ou autre motif constaté dans l'exécution des prestations, empêchant le déroulement de l'événement ou entraînant une perturbation sérieuse, et notamment démarrage	3 000 €	Par cas constaté

de la prestation après le début de l'évènement, perturbations techniques affectant la qualité des prestations et/ou le déroulement de l'évènement.		
Défaillance, retard ou autre motif constaté dans l'exécution des prestations, n'ayant toutefois pas entraîné une perturbation sérieuse dans le déroulement de l'évènement.	500 €	Par cas constaté
Non-respect des créneaux horaires de montage et démontage des matériels (article 2.5 du CCTP).	1 000 €	Par cas constaté

10.2 Autres pénalités :

Absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets dangereux dans le cadre de la gestion des déchets	500 € par jour calendaire jusqu'à régularisation
Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé	1 000 € par cas constaté
Absence de réponse à l'appel téléphonique si une prestation est prévue le même jour ou en cours (article 1.2 du CCTP)	250 € par heure de retard durant le créneau horaire allant de 7h00 à 21h00
Non-respect des consignes de bon comportement ou de discrétion des personnes requises pour le personnel sur le site	1 000 € par cas constaté
Refus de mise à disposition de matériel figurant au BPU	500 € par cas constaté
Tout manquement aux obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel prévues aux articles 13 et 17 du présent CCAP	1 000 €
Non déclaration d'un sous-traitant	5 000 € par cas constaté
Exécution défectueuse ou absence d'exécution d'une prestation. <i>Les manquements précités font l'objet d'un constat effectué par écrit et de manière contradictoire par l'Assemblée nationale et le responsable du titulaire</i>	300 € par cas constaté

➤ Modalités d'application des pénalités

Les pénalités sont cumulables.

Les pénalités de retard sont plafonnées à 30% du montant total en € HT du marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant.

10.3 Réfaction pour mauvaise exécution

Cet article déroge à l'article 30.3 du CCAG-FCS.

Lorsque pour la livraison de produits, une ou des non-conformité(s) sont constatée(s), une réfaction de prix pourra être appliquée. La réfaction est proportionnelle au nombre et à l'importance des non-conformités constatées. Ces non-conformités sont constatées à la livraison et portées au bon de réception. Le montant des réflexions est indiqué au titulaire par mail ou courrier dans les 5 jours ouvrés suivant la réception. Le titulaire dispose alors de 5 jours ouvrés pour présenter ses observations. Ce délai passé, le montant des réflexions est considéré comme accepté par le titulaire.

Les réflexions et les pénalités viendront en déduction de la facture suivant leur constatation. En cas de non prise en compte par le titulaire de l'accord-cadre lors de la facturation, l'Assemblée nationale effectuera elle-même la réduction de prix correspondante lors de la réception de la facture.

10.4 Exécution aux frais et risques

De manière générale, toute prestation, mal exécutée ou exécutée avec retard, donnera lieu à des opérations correctrices dans les délais définis conjointement par le titulaire et les représentants de l'Assemblée nationale.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 – CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre ou ses marchés subséquents en cours d'exécution, dans la limite des besoins rendus nécessaires par l'évolution du périmètre d'intervention, du lieu d'exécution ou des conditions matérielles d'exercice des prestations, liés notamment à l'intégration d'un nouvel immeuble sis 15 Quai Anatole France, dans le courant de l'année 2027.

Ces modifications pourront porter, sans que cette liste soit limitative, sur :

- la modification du lieu d'exécution des prestations ;
- l'ajout, la suppression ou l'adaptation de prestations rendues nécessaires par ces évolutions ;
- l'ajustement des modalités logistiques ou techniques induites par l'intégration d'un nouveau site.

L'Assemblée nationale informera le titulaire au moins trois mois à l'avance de son intention de modifier l'accord-cadre. La mise en œuvre de tout ou partie de ces stipulations fera l'objet d'un avenant précisant les prestations concernées, les délais d'exécution et les ajustements tarifaires correspondants.

Les conditions de facturation et de paiement resteront inchangées, sauf stipulations contraires prévues dans l'avenant.

ARTICLE 12 – ÉVALUATION DU TITULAIRE

Outre les évaluations réalisées au titre du contrôle des prestations, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'évaluer le titulaire sur le respect de ses engagements et du niveau de qualité des prestations.

Cette évaluation s'inscrit dans le cadre de la procédure d'évaluation des fournisseurs de l'Assemblée nationale. Elle est menée au travers d'une fiche d'évaluation, conforme aux standards de l'Assemblée nationale.

Le déclenchement et le pilotage de cette évaluation sont sous la responsabilité unique de l'Assemblée nationale. Les résultats sont communiqués au titulaire afin qu'il propose et mette en œuvre les actions requises sur les points d'amélioration identifiés.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité concernant leur activité dans les locaux de l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative aux dispositions architecturales et techniques des bâtiments et à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de cet accord-cadre. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Les photographies, plans et schémas de principe des bâtiments et des installations techniques sont propriétés de l'Assemblée nationale et ne peuvent être communiqués que sur autorisation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au directeur des Affaires immobilières et du patrimoine.

Tout manquement à cette disposition est susceptible d'entraîner la rupture de l'accord-cadre, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles, pénales ou administratives.

ARTICLE 14 – RESPONSABILITÉS – ASSURANCES

14.1 – Responsabilités

Le titulaire est responsable de toutes les conséquences pécuniaires directes et indirectes de la responsabilité civile qu'il encourt en raison de ses activités dans la réalisation du présent accord-cadre.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1244, 1788 à 1791 du code civil.

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il est intervenu.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, au bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée s'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.). Le maître de l'ouvrage n'est pas tenu de souscrire une police d'assurance spécifique pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre.

14.2 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9.1 du CCAG-FCS, le titulaire (ou chacun des cotraitants dans le cadre d'un groupement) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de transmettre à l'Assemblée nationale, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution des prestations, la preuve de la souscription à des contrats d'assurances le couvrant au regard des garanties susmentionnées, au moyen d'une attestation d'assurances établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Assemblée nationale et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les documents et attestations exigés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. Ils sont envoyés à l'adresse suivante :

Assemblée nationale
Le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine
126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP.

En cas de retard dans la remise de ces documents et attestation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité prévue à l'article 11 du présent CCAP.

Le refus de produire les pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail conformément au présent article expose le titulaire à voir l'accord-cadre résilié à ses torts dans les conditions prévues à l'article 17 du présent CCAP.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION – Litiges - LANGUES

16.1 Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement ».

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

16.2 Litiges et langues

Les documents et correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigés en français.

En cas de litige, la loi française est la seule applicable.

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L.2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, le Tribunal Administratif de Paris sera le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

ARTICLE 17 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 32 du CCAG-FCS.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Les modalités précises du traitement des données à caractère personnel sont détaillées à l'annexe jointe au présent document.

ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'article 3.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS

L'article 4.2.1 déroge à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS

L'article 4.3 déroge à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS

Les articles 8.3 et 8.7 dérogent à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS

L'article 9.3 déroge au deuxième alinéa de l'article 23.2 du CCAG-FCS

L'article 10 déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS